



## Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

S/21620  
24 août 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATEE DU 20 AOUT 1990, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE  
SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA JORDANIE AUPRES DE  
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre qui vous est adressée par S. E. M. Marwan Kasim, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Jordanie, concernant la demande de la Jordanie de consulter le Conseil de sécurité, en vertu de l'Article 50 de la Charte, au sujet des conséquences qu'aurait pour elle l'application de la résolution 661 (1990).

Je serais reconnaissant que cette lettre et son annexe soient examinées d'urgence par le Conseil étant donné l'ampleur du problème et son caractère pressant.

L'Ambassadeur

(Signé) Abdullah SALAH

Annexe

Texte d'une lettre datée du 20 août 1990, adressée au Président du  
Conseil de sécurité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des  
affaires étrangères de la Jordanie

J'ai l'honneur de porter ce qui suit à votre attention :

1. Le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie a pris note de l'adoption par le Conseil de sécurité, le 6 août 1990, de la résolution 661. Consciente des obligations qui lui incombent en vertu de la Charte ainsi que du caractère obligatoire de la résolution, la Jordanie en respectera les dispositions.
2. Après des études et des analyses approfondies, les autorités jordaniennes compétentes sont parvenues à la conclusion que l'application de la résolution en question causera à la Jordanie et à sa population des difficultés économiques extrêmes, qui constituent des "difficultés économiques particulières" au sens de l'Article 50 de la Charte.

A cet égard, je voudrais appeler votre attention sur la situation géographique de la Jordanie et sur le degré d'interdépendance entre son économie et celles de l'Iraq et du Koweït. Le mémoire ci-joint permettra de juger de l'ampleur de cette interdépendance. Vous vous souviendrez aussi que la Jordanie traverse actuellement une crise économique sans précédent dans son histoire.

Désireux de s'acquitter de bonne foi des obligations qui lui incombent en vertu de la Charte mais conscient en même temps des conséquences par trop lourdes qu'aurait pour la Jordanie l'application de la résolution 661 (1990), mon gouvernement demande officiellement à consulter d'urgence le Conseil de sécurité afin qu'une solution puisse être trouvée aux difficultés qu'entraînera l'exécution des mesures prises en application du Chapitre VII.

(Signé) Marwan S. KASIM

Pièce jointe

MEMOIRE RELATIF AUX CONSEQUENCES ECONOMIQUES ET FINANCIERES QU'AURAIENT  
POUR LA JORDANIE DES RESTRICTIONS SUR SES RELATIONS ECONOMIQUES AVEC  
L'IRAQ ET LE KOWEÏT

Le présent mémoire décrit les pertes économiques qu'entraîneraient pour la Jordanie des restrictions sur le commerce, les échanges de services et les opérations financières avec l'Iraq et le Koweït.

Ces pertes peuvent être classées selon les rubriques suivantes :

- 1) Exportation de marchandises
- 2) Transports vers l'Iraq
- 3) Importation de pétrole brut et de mazout
- 4) Subventions budgétaires
- 5) Dette de l'Iraq envers la Jordanie
- 6) Envois de fonds de Jordaniens travaillant au Koweït
- 7) Renvoi de Jordaniens travaillant au Koweït
- 8) Charge découlant de l'arrivée massive d'expatriés en provenance du Koweït

1) Exportation de marchandises vers l'Iraq et le Koweït

En 1989, les exportations jordaniennes vers le Koweït se sont chiffrées à environ 65 millions de dollars. Il s'agissait essentiellement de légumes et de denrées alimentaires. On escomptait qu'en 1990, le total des exportations serait de l'ordre de 80 millions de dollars. Quant aux exportations jordaniennes vers l'Iraq, elles devaient dépasser cette année 200 millions de dollars, dont 180 millions devaient être réglés dans le cadre d'arrangements bilatéraux de paiement et le reste au moyen de monnaies convertibles. Les restrictions sur les exportations jordaniennes vers ces deux pays se traduiraient par un manque à gagner de plus de 280 millions de dollars par an. Ce montant équivaut à 30 % des exportations totales de la Jordanie et à plus de 60 % de ses exportations de produits autres que les produits de base.

Cette chute brutale des exportations affecterait la balance commerciale et l'activité économique du pays et aggraverait encore le chômage déjà élevé en Jordanie.

2) Transports vers l'Iraq

Le transport de marchandises qui transitent par le port d'Agaba avant d'être acheminées vers l'Iraq est une activité majeure de l'économie jordanienne. Le revenu total provenant des redevances portuaires, des activités de transformation et d'emballage ainsi que du transport intérieur est évalué à plus de 250 millions de dollars par an.

La disparition de ces activités aurait aussi des conséquences désastreuses sur le compte d'opérations courantes de la balance des paiements, le produit intérieur brut et le taux de chômage dans le pays.

3) Importation de pétrole brut et de mazout

La Jordanie importe chaque année environ 22 millions de barils de pétrole et de produits pétroliers, dont à peu près 90 % viennent de l'Iraq et du Koweït. Le Koweït fournit à la Jordanie du pétrole brut et du mazout sous forme de dons équivalant à 60 millions de dollars par an; le reste est importé de l'Iraq et est financé au titre de la dette iraquienne ainsi que dans le cadre d'arrangements commerciaux bilatéraux. Le mazout constitue un quart de la valeur des importations totales de la Jordanie. Il est acheté à l'Iraq à des prix libéraux ne dépassant pas 60 % du prix mondial du brut. S'il lui faut trouver de nouvelles sources d'approvisionnement en pétrole et en mazout, la Jordanie se heurtera à de graves difficultés dans la mesure où elle aura perdu des approvisionnements à des prix de faveur et où il lui faudra obtenir le financement nécessaire et trouver de nouvelles sources de mazout à des prix avantageux.

4) Subventions budgétaires

Le Koweït s'est engagé à verser à la Jordanie 135 millions de dollars sous forme de subventions pour l'exercice 1990-1991, et l'Iraq s'est engagé à lui verser pour 50 millions de subventions en 1990. Le montant total promis par ces deux pays est donc de 185 millions de dollars.

Ce montant est vital pour le budget et la balance des paiements du pays et sa disparition soumettrait ceux-ci à de graves difficultés.

5) Dettes de l'Iraq envers la Jordanie

L'encours total de la dette directe de l'Iraq envers la Jordanie au début de 1990 s'élevait à 310 millions de dollars. Le Gouvernement iraquien a accepté d'en réduire le montant de 240 millions de dollars environ au cours de l'année 1990 en remboursant 144 millions de dollars en espèces et le solde sous forme d'exportations de pétrole brut et de produits pétroliers. Toutefois, l'Iraq n'a jusqu'à présent payé qu'un montant de 72 millions de dollars en espèces, et le solde ne sera donc pas payé, vu les circonstances.

En outre, le Gouvernement jordanien a assumé pour le compte du Gouvernement iraquien des obligations, dont le solde s'élève à présent à 2,6 milliards de dollars pour garantir une dette envers une tierce partie, dette pour laquelle le Gouvernement iraquien a régulièrement effectué des remboursements. Ce montant n'est pas inclus dans la dette extérieure de la Jordanie aux fins de rééchelonnement. Les restrictions financières et commerciales à l'encontre de l'Iraq obligeront nécessairement l'Iraq à cesser ses remboursements, si bien que le fardeau du service de cette dette de 2,6 milliards de dollars, retombera sur le Trésor jordanien.

6) Envois de fonds de Jordaniens travaillant au Koweït

La Jordanie estime que pour l'année 1990 les envois de fonds de Jordaniens travaillant à l'étranger dépasseront 800 millions de dollars, dont 40 % devraient provenir du Koweït.

Les restrictions à l'encontre de l'Iraq comprometttront le virement de ces fonds à la Jordanie et ne feront qu'aggraver encore le déficit de la balance des paiements de la Jordanie.

7) Renvoi de Jordaniens travaillant au Koweït

On estime qu'environ 330 000 Jordaniens travaillent à l'étranger, dont 100 000 au moins au Koweït. L'adoption des mesures d'embargo pourrait se traduire par le renvoi soudain et massif de ces expatriés, immédiatement suivi du retour en Jordanie d'une grande partie d'entre eux ainsi que de leurs familles. (On estime que le nombre des Jordaniens qui travaillent au Koweït et des membres de leurs familles qui les accompagnent dépasse 350 000.)

L'arrivée imminente de ces rapatriés ne fera qu'aggraver le chômage en Jordanie, qui est actuellement de l'ordre de 15 %. La situation sera rendue encore plus difficile du fait de la dépréciation récente de leurs économies au Koweït, et les charges sociales que devra supporter le Gouvernement n'en seront que plus lourdes.

8) Charge découlant de l'arrivée massive d'expatriés en provenance d'Iraq et du Koweït

La Jordanie est le seul pays par lequel peuvent passer les expatriés travaillant au Koweït et en Iraq pour regagner leur pays d'origine. Depuis le début de la crise, le nombre des expatriés qui sont ainsi passés par la Jordanie a considérablement augmenté. La Jordanie aura énormément de difficultés à faire face à cette situation.

CONCLUSION

La Jordanie se trouve actuellement dans une situation économique critique, caractérisée par l'accroissement du chômage, des taux d'inflation élevés et de graves difficultés quant au service de la dette extérieure. Elle a déjà commencé à appliquer un programme d'ajustement en collaboration avec le FMI pour faciliter la reprise de la croissance et redresser les déséquilibres internes et externes.

Le succès de ce programme dépendra dans une large mesure de l'aptitude de la Jordanie à accroître ses exportations et à obtenir de l'étranger des ressources financières supplémentaires sous forme de dons et d'envois de fonds.

L'adoption des mesures d'embargo se traduira sans aucun doute par l'impossibilité totale d'atteindre ces objectifs et anéantira les fondements mêmes de cet effort, ce qui risque d'entraîner un effondrement de l'économie tout entière. Il faut impérativement prendre des dispositions pour fournir à la Jordanie :

- 1) Des subventions qui compenseront la réduction des dons consentis par l'Iraq et le Koweït, la réduction des envois de fonds par les expatriés et l'accroissement des dépenses publiques résultant de l'embargo;

- 2) Du pétrole et des produits pétroliers à des conditions libérales, en prévoyant un financement à long terme aux conditions les plus favorables;
- 3) Des prêts souples à long terme, pour lui permettre de relancer l'économie et pour compenser la baisse brutale de l'activité économique, de l'emploi et des exportations qui ne manquera pas de se produire.

On a pu constater que la perte financière directe que subira la Jordanie du fait de l'application de la décision relative à l'embargo sera d'au moins 1,5 milliard de dollars par an et la Jordanie aurait besoin de ressources supplémentaires de l'ordre de 500 millions de dollars pour compenser les conséquences et répercussions indirectes de la réduction de l'activité économique et des déséquilibres extérieurs.

-----

